

DÉCISION N° 079/CREPMF/2022

PORTANT AUTORISATION DE L'ÉMISSION DE
L'EMPRUNT OBLIGATAIRE PAR APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE
"BIDC-EBID 5,90 % 2022-2029"

Le Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers,

- Vu** la Convention du 3 juillet 1996 portant création du Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers et son Annexe ;
- Vu** le Règlement Général du 28 novembre 1997 relatif à l'Organisation, au Fonctionnement et au Contrôle du marché financier de l'UMOA ;
- Vu** la Décision n°004 du 29/04/2021/CM/UMOA du 29 avril 2021 du Conseil des Ministres de l'UMOA portant nomination du Président du Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers de l'UMOA ;
- Vu** la Décision n° CREPMF/PCR/2018/01 du 13 juin 2018 portant délégation de pouvoirs du Conseil Régional au Comité Exécutif et au Président du Conseil Régional ;
- Vu** l'Instruction n°36/2009 relative à l'appel public à l'épargne au sein de l'UMOA ;
- Vu** l'Instruction n°09/07/2011/REF du 13 juillet 2011 de la BCEAO relative à la délivrance de l'autorisation de l'Autorité en charge de la réglementation des relations financières extérieures des États membres de l'UEMOA aux entités non-résidentes désireuses de faire appel public à l'épargne dans l'UEMOA ;
- Vu** la saisine du Conseil Régional en date du 21 février 2022 par le Consortium formé des SGI IMPAXIS Securities, Coris Bourse et EDC Investment Corporation (EIC), agissant pour le compte de la BIDC ;
- Vu** les délibérations de la 74^e réunion du Comité Exécutif du Conseil Régional tenue le 15 avril 2022 ;

DÉCIDE

crepmf

AB

Article 1^{er} :

La Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) est autorisée à émettre sur le marché financier régional de l'UMOA un emprunt obligataire par appel public à l'épargne d'un montant de cent vingt (120) milliards de FCFA.

Article 2 :

L'emprunt obligataire dénommé "*BIDC-EBID 5,90 % 2022-2029*" est enregistré sous le visa n° EOP/22-01.

Article 3 :

L'emprunt obligataire "*BIDC-EBID 5,90 % 2022-2029*" présente les principales caractéristiques ci-après :

- Montant de l'émission : 120 000 000 000 FCFA
- Valeur nominale des titres : 10 000 FCFA
- Prix de souscription des titres : 10 000 FCFA
- Nombre de titres offerts : 12 000 000 titres
- Date de jouissance : Cinq (5) jours ouvrés après la clôture de l'opération
- Durée de l'emprunt : 7 ans
- Taux d'intérêt : 5,90 % l'an
- Régime fiscal : Conformément à l'Article 49 de ses Statuts, la BIDC bénéficie des immunités, privilèges, facilités financières et exemptions fiscales. Ainsi, les revenus liés à ses obligations seront exonérés de tout impôt aussi bien dans les pays membres de l'UEMOA que dans les autres pays membres de la CEDEAO.
- Amortissement : Le remboursement du capital sera semestriel à raison d'un dixième (1/10) du montant de l'émission après quatre (4) semestres de différé. Les intérêts seront payés semestriellement à partir de la première date anniversaire de la jouissance des titres.

- Garantie : Conformément à l'article 5 alinéa 4 de ses Statuts et la résolution n°RES.6/06/CGO/OBG/BIDC/EBID/08 du 7 juin 2010, le capital sujet à appel de la BIDC sert de garantie aux emprunts émis et aux prêts contractés.

Article 4 :

L'emprunt obligataire "BIDC-EBID 5,90 % 2022-2029" s'adresse aux personnes physiques et morales des pays membres de l'UEMOA ainsi qu'aux investisseurs internationaux désireux de souscrire dans l'Union.

Article 5 :

La note d'information relative à cette opération a été établie par la BIDC et le consortium composé de la SGI IMPAXIS Securities, Coris Bourse et EDC Investment Corporation (EIC). Elle engage la responsabilité de ses signataires.

Le numéro de visa n'est attribué qu'après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

Le visa du Conseil Régional n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des éléments comptables et financiers présentés, ni garantie ou certification de l'information diffusée.

Le visa du Conseil Régional ne constitue pas une garantie contre le risque de non-remboursement des titres dont l'émission est ainsi autorisée.

Article 6 :

Les dispositions de l'article 5 ci-dessus, doivent être mentionnées dans la note d'information de l'opération.

Article 7 :

Le consortium formé par la SGI IMPAXIS Securities, Coris Bourse et EDC Investment Corporation (EIC), chargé de cette opération, doit transmettre au Conseil Régional, trois (3) jours ouvrés avant le début des souscriptions, des copies physiques et électroniques des documents ci-après :

- la note d'information définitive visée par le Conseil Régional en trois (3) exemplaires ;
- les dépliants, encarts, affiches et autres documents publicitaires en trois (3) exemplaires ;
- une copie des spots radios et télévisions, le cas échéant.

Article 8 :

Le consortium conduira l'opération dans le respect des textes réglementaires en vigueur sur le marché financier régional de l'UMOA.

Il doit également transmettre le compte-rendu final de l'opération au Conseil Régional, au plus tard cinq (5) jours ouvrés, après la clôture des souscriptions.

Article 9 :

Conformément à l'article 7 de l'Instruction n° 36/2009 relative à l'appel public à l'épargne au sein de l'UMOA, l'émetteur est tenu de procéder à la publication d'informations périodiques pendant la durée de l'emprunt.

Article 10 :

Les commissions dues au titre des frais de visa devront être réglées, au plus tard huit (8) jours, après la réception de la facture du Conseil Régional.

Article 11 :

La présente décision prend effet à compter de sa date de signature. Elle sera publiée partout où besoin sera.

Fait à Abidjan, le 17 MAI 2022

Pour le Conseil Régional

Le Président



Badanam PATOKI

Handwritten initials